

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **CONCEPTION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU CENTRE PENITENTIAIRE DE NIMES SUD (30)**

### **ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA CONDUITE D'OPERATION ET COMMISSIONNEMENT**

<b><i>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)</i></b>
---

# Sommaire

CONCEPTION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU CENTRE PENITENTIAIRE DE NIMES SUD (30).....	1
CHAPITRE I - GENERALITES .....	4
1 OBJET DU PRESENT MARCHE .....	4
2 DEFINITION DES INTERVENANTS.....	4
2.1 La maîtrise d’ouvrage – le pouvoir adjudicateur .....	4
2.2 Contrôle technique.....	4
2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) .....	4
2.4 Assistant à maîtrise d’ouvrage maquette numérique (AMO BIM) .....	4
2.5 Assistant à maîtrise d’ouvrage environnement du chantier .....	4
2.6 Assistants à maîtrise d’ouvrage mandatés par le maitre d’ouvrage .....	5
2.7 Conception et réalisation des ouvrages .....	5
2.8 Le titulaire 6	
3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	7
3.1 Pièces générales.....	7
3.2 Forme des notifications et échanges d’information .....	7
CHAPITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
4 EXECUTION DU MARCHE .....	8
4.1 Modalités d’exécution.....	8
4.2 Validation de la mission .....	10
4.3 Achèvement de la mission .....	10
5 GESTION DES DOCUMENTS .....	10
5.1 Documents à remettre par le maître d’ouvrage .....	10
5.2 Documents à remettre par le titulaire.....	10
5.3 Gestion électronique des documents .....	10
6 DELAIS ET PROLONGATION DU DELAI .....	11
7 PENALITES .....	11
7.1 Pénalités pour retard.....	11
7.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites .....	11
7.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail .....	11
7.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité.....	12
CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT .....	13
8 PRIX .....	13
8.1 Nature des prix .....	13
8.2 Contenu des prix .....	13
8.3 Variations des prix .....	13

<b>8.4</b>	<b>Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de travaux</b>	13
<b>8.5</b>	<b>Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)</b>	14
<b>9</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT</b>	14
<b>9.1</b>	<b>Répartition des paiements</b>	14
<b>9.2</b>	<b>Avance</b>	14
<b>9.3</b>	<b>Acomptes et soldes</b>	14
<b>9.4</b>	<b>Paiement du titulaire</b>	14
9.4.1	Répartition des paiements	15
9.4.2	Décompte périodique	15
9.4.3	Décompte final	15
9.4.4	Décompte général - Montant du solde	15
<b>9.5</b>	<b>Paiement des cotraitants et des sous-traitants :</b>	16
<b>9.6</b>	<b>Délais de paiement</b>	16
	<b>CHAPTIRE IV - PROTECTION DES PARTIES</b>	17
	<b>APPORTEES PAR LE MARCHE</b>	17
<b>10</b>	<b>ASSURANCES</b>	17
<b>10.1</b>	<b>Responsabilités</b>	17
<b>10.2</b>	<b>Assurances</b>	17
<b>11</b>	<b>ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE</b>	17
<b>12</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE</b>	17
<b>12.1</b>	<b>Résiliation du marché</b>	17
<b>12.2</b>	<b>Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur (motif d'intérêt général)</b>	17
<b>12.3</b>	<b>Résiliation aux torts du titulaire</b>	18
<b>12.4</b>	<b>Exécution aux frais et risques du titulaire</b>	18
<b>13</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES</b>	18
<b>13.1</b>	<b>Dispositions relatives au travail dissimule</b>	18
<b>13.2</b>	<b>Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés</b>	18
	<b>CHAPITRE V - DIVERS</b>	20
<b>14</b>	<b>OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE</b>	20
<b>15</b>	<b>EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS</b>	21
<b>16</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	21
<b>17</b>	<b>LITIGES</b>	21
	<b>Annexe 1 : Documents à remettre, délais de remise et pénalités</b>	22

# CHAPITRE I - GENERALITES

## 1 OBJET DU PRESENT MARCHÉ

---

Le présent marché à tranches a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage ainsi qu'au commissionnement dans le cadre du suivi des études, des travaux, de la garantie de parfait achèvement du marché de conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30) et du suivi des 2 premières années d'exploitation de l'établissement.

Le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché présente l'opération, donne le détail de la mission et définit ses limites par rapport à celles des autres intervenants.

Le titulaire du présent marché s'assurera lors de sa mission du respect des pièces contractuelles et réglementaires et en rendra compte au maître de l'ouvrage.

## 2 DEFINITION DES INTERVENANTS

---

### 2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) agissant en tant que mandataire et pouvoir adjudicateur au nom et pour le compte du ministère de la Justice.

### 2.2 Contrôle technique

Les études et travaux relatifs à l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues à l'article L111-23 du code de la construction et de l'habitation.

Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées.

### 2.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

La conception et la réalisation du projet sont soumises aux dispositions du code du travail et, à ce titre, le maître de l'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau I, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

Les coordonnées du CPSP seront communiquées.

### 2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage maquette numérique (AMO BIM)

L'opération du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30) fera l'objet de la production d'une maquette numérique BIM, dont les caractéristiques sont définies par un cahier des charges BIM (annexe au CCAP du marché de conception-réalisation) et un protocole BIM produit par le titulaire du marché de conception-réalisation dans le cadre de son offre. Lors des différentes phases d'études et de réalisation, l'AMO BIM effectue l'analyse de la conformité de la maquette numérique BIM au cahier des charges BIM (annexe au CCAP du marché de conception-réalisation) et au protocole BIM produit par le candidat retenu dans le cadre de son offre finale.

Les coordonnées de l'AMO BIM seront communiquées.

### 2.5 Assistant à maîtrise d'ouvrage environnement du chantier

Considérant le contexte spécifique de l'opération du centre pénitentiaire de Nîmes (30), l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice mobilisera, lors des différentes phases d'études et de réalisation, un AMO

environnement et développement durable, responsable environnement du chantier. Il intervient également sur le volet du respect des exigences de l'agence environnementale. Il veillera notamment au respect des engagements de la charte chantier faible nuisance par le responsable environnement du chantier de l'entreprise de travaux et tout impact du chantier sur l'environnement naturel et urbain du site, ainsi qu'au respect des mesures ERC.

Le titulaire est amené à dialoguer avec ce prestataire. Les coordonnées de l'AMO environnement du chantier seront communiquées.

## **2.6 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage**

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice pourra faire appel à différents assistants à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération, lors des différentes phases d'études et de réalisation. Ils interviendront sur des domaines différents ou complémentaires à la mission du titulaire.

Le titulaire sera amené à dialoguer avec eux.

Les coordonnées des éventuels AMO seront communiquées.

## **2.7 Conception et réalisation des ouvrages**

Le marché passé avec un groupement responsable de la conception, de la construction et de l'aménagement, en application de l'article L2171-4 du code de la commande publique et selon une procédure avec négociations en application des articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Ses missions sont les suivantes pour la tranche ferme :

- M0 – PRE - Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD - Avant-Projet-Définitif
- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 – AOR - Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB - Mobilier
- M10 – SIG - Signalétique
- M11 – QEB - Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA
- M13 – ENV- Mesures environnementales

Ses missions sont les suivantes pour la tranche optionnelle 1 (Conception réalisation du dévoiement de la RD13-route de Générac et du rond-point d'accès local) :

- M0 bis – PRE - Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM

- M1 bis– APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- M2 bis– ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 bis– APD - Avant-Projet-Définitif
- M4 bis– PRO – Etudes de Projet
- M5 bis– EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 bis- VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 bis– TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 bis– AOR - Assistance aux opérations de réception
- M10 bis– SIG - Signalétique
- M12 bis– GPA – Suivi de la GPA
- M13 bis– ENV- Mesures environnementales

Ses missions sont les suivantes pour la tranche optionnelle 2 (Conception réalisation d'ombrières sur les parkings) :

- M2 ter– ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M5 ter – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 ter - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 ter – TRVX – Réalisation des Travaux
- M8 ter – AOR - Assistance aux opérations de réception
- M12 ter – GPA – Suivi de la GPA
- M13 ter – ENV- Mesures environnementales

## 2.8 Le titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à sa proposition.

Le titulaire désignera un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au CCTP.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) fait l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours calendaires à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître

d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

L'assistant technique assure - dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage - le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvelle personne physique désignée pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal.

### 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

#### 3.1 Pièces générales

Par dérogation à l'article 4 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, indiquées par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la maîtrise d'ouvrage fait seul foi :

**Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement », et ses annexes :
  - n°1 : répartition des honoraires entre co-traitants
  - et n° 2 : acte spécial de sous-traitance;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
  - n°1 : documents à remettre, délais de remise ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
  - n°1 : relative aux contraintes d'accès au centre pénitentiaire
  - n°2 : sommaire du DCE du marché de conception-réalisation ;
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences figurant dans les pièces susvisées ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire, qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.

**Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars de 2021.

#### 3.2 Forme des notifications et échanges d'information

Les conditions d'utilisation des moyens de notifications et d'échanges d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- Notification par mail : réponse par mail du titulaire (type : « j'accuse réception..... ») ;
- Directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- Lettre recommandée avec avis de réception.

# CHAPITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS

## 4 EXECUTION DU MARCHÉ

---

### 4.1 Modalités d'exécution

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes de la **tranche ferme** :

- Mission C0 : Prise de connaissance du dossier,
- Missions C1, C2 et C3 : suivi et avis sur les études de conception, ces missions correspondent principalement au suivi des missions M1 à M4 et M9 à M11 du marché de conception-réalisation,
- Mission R1 : Suivi de l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi des missions M5 à M7 et M9 à M11 et M13 du marché de conception-réalisation,
- Mission R2 : Suivi des OPR, de la période de réception et de mise en service, de la formation, y compris de la constitution des documents à remettre après l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi de la mission M8 du marché de conception-réalisation,
- Mission R3 : Suivi des garanties légales, de la levée des réserves et de la garantie de parfait achèvement et le cas échéant, instruction des mémoires en réclamation du groupement titulaire du marché de conception-réalisation. Cette mission correspond principalement au suivi des missions M12 du marché de conception-réalisation,
- Mission R4 : Exploitation – Réalisation du commissionnement saisonnier durant 24 mois
- Prestations génériques communes à toutes les phases

La mission C0 commence à la notification du marché.

Les missions C1 à C3 commencent à la remise des études de conception correspondantes.

La mission R1 commence concomitamment à la notification de l'OS période de préparation des travaux au groupement de conception-réalisation.

La mission R2 commence concomitamment à la notification par le groupement de conception-réalisation du calendrier de réalisation des OPR, définies à l'article 15.3 du CCAP du marché de conception-réalisation du groupement.

La mission R3 commence concomitamment à la date d'effet de la décision de réception des travaux par le pouvoir adjudicateur.

La mission R4 commence à la livraison du bâtiment pour une durée de 24 mois à partir de la réception du bâtiment.

Chacune de ces missions finira après approbation du maître d'ouvrage du rapport final.

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes de la **tranche optionnelle 1** :

- Mission C0 bis : Prise de connaissance du dossier,
- Missions C1 bis, C2 bis et C3 bis : suivi et avis sur les études de conception, ces missions correspondent principalement au suivi des missions M1bis à M4bis et M10bis du marché de conception-réalisation,



- Mission R1 bis : Suivi de l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi des missions M5 bis à M7 bis et M10 bis et M13 bis du marché de conception-réalisation.
- Mission R2 bis : Suivi des OPR, de la période de réception et de mise en service, de la formation, y compris de la constitution des documents à remettre après l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi de la mission M8 bis du marché de conception-réalisation.
- Mission R3 bis : Suivi des garanties légales, de la levée des réserves et de la garantie de parfait achèvement et le cas échéant, instruction des mémoires en réclamation du groupement titulaire du marché de conception-réalisation. Cette mission correspond principalement au suivi des missions M12 bis du marché de conception-réalisation.
- Prestations génériques communes à toutes les phases

La mission C0 bis commence à la notification de la tranche optionnelle.

Les missions C1 bis à C3 bis commencent à la remise des études de conception correspondantes.

La mission R1 bis commence concomitamment à la notification de l'OS période de préparation des travaux au groupement de conception-réalisation.

La mission R2 bis commence concomitamment à la notification par le groupement de conception-réalisation du calendrier de réalisation des OPR, définies à l'article 15.3 du CCAP du marché de conception-réalisation du groupement.

La mission R3 bis commence concomitamment à la date d'effet de la décision de réception des travaux par le pouvoir adjudicateur.

Chacune de ces missions finira après approbation du maître d'ouvrage du rapport final.

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions suivantes de la **tranche optionnelle 2** :

- Missions C1 ter : suivi et avis sur les études de conception, ces missions correspondent principalement au suivi des missions M2 ter du marché de conception-réalisation.
- Mission R1 ter : Suivi de l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi des missions M5 ter à M7 ter et M13 ter du marché de conception-réalisation.
- Mission R2 ter : Suivi des OPR, de la période de réception et de mise en service, de la formation, y compris de la constitution des documents à remettre après l'exécution des travaux, cette mission correspond principalement au suivi de la mission M8 ter du marché de conception-réalisation.
- Mission R3 ter : Suivi des garanties légales, de la levée des réserves et de la garantie de parfait achèvement et le cas échéant, instruction des mémoires en réclamation du groupement titulaire du marché de conception-réalisation. Cette mission correspond principalement au suivi des missions M12 ter du marché de conception-réalisation.
- Prestations génériques communes à toutes les phases

La mission C1 ter commencent à la remise des études de conception correspondantes.

La mission R1 ter commence concomitamment à la notification de l'OS période de préparation des travaux au groupement de conception-réalisation.

La mission R2 ter commence concomitamment à la notification par le groupement de conception-réalisation du calendrier de réalisation des OPR, définies à l'article 15.3 du CCAP du marché de conception-réalisation du groupement.

La mission R3 ter commence concomitamment à la date d'effet de la décision de réception des travaux par le pouvoir adjudicateur.

Chacune de ces missions finira après approbation du maître d'ouvrage du rapport final.

Concernant ces tranches optionnelles, le maître d'ouvrage prend la décision d'affermissement des tranches optionnelles selon les modalités suivantes :

- La tranche optionnelle n°1 peut être affermie au plus tard 12 mois après la fin de la tranche ferme.
- La tranche optionnelle n°2 peut être affermie au plus tard à la fin de la tranche ferme

L'affermissement des tranches optionnelles s'effectue par transmission de la décision d'affermissement.

Conformément à l'article 13.1.3 du CCAG-PI, le délai d'exécution de la tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement sauf si cette décision prévoit une date différente.

En l'absence d'affermissement ou en cas d'affermissement avec retard, aucune indemnité de dédit ou de retard ne sera versée.

## **4.2 Validation de la mission**

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai précité ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

## **4.3 Achèvement de la mission**

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

# **5 GESTION DES DOCUMENTS**

---

## **5.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

## **5.2 Documents à remettre par le titulaire**

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés à l'annexe 1 du présent CCAP.

## **5.3 Gestion électronique des documents**

La diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement.

Le titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage,

- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- Pendant toute l'exécution du marché, afin d'accéder à la maquette numérique.

## **6 DELAIS ET PROLONGATION DU DELAI**

---

La durée prévisionnelle du marché est précisée à l'article 5 de l'acte d'engagement. Les délais de remise des livrables sont indiqués en annexe 1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'évènements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

## **7 PENALITES**

---

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

### **7.1 Pénalités pour retard**

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur. Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

L'annexe 1 au CCAP fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

### **7.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites**

Il sera appliqué au titulaire une pénalité de 800 € HT pour toute absence à des réunions et visites où sa présence est prévue conformément au CCTP.

Nota : la représentation du titulaire par une personne non habilitée à prendre des décisions ou à l'engager équivaut à une absence.

### **7.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail**

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 13 du présent CCAP, une pénalité de 300 € HT par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 € HT sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

#### **7.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité**

S'agissant des obligations de confidentialité détaillées à l'article 14 du présent CCAP, les pénalités suivantes seront appliquées :

2000 € HT par occurrence pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité ;

1000 € HT par jour calendaire de retard pour dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 14 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité ;

Les deux pénalités pourront le cas échéant, se cumuler.

# CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT

## 8 PRIX

---

### 8.1 Nature des prix

Le marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire décomposé par mission dans la DPGF pour chacune des trois tranches.

### 8.2 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, les réunions et l'éventuelle prolongation de la garantie de parfait achèvement de l'opération et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices,.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix tiennent compte de la réalisation de l'ensemble des prestations décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

### 8.3 Variations des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en page 2 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois Mo ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I publié bulletin officiel et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m - 4 / I_o - 4)$$

dans laquelle :

$I_o - 4$  : valeur index ingénierie quatre mois avant le mois Mo (mois d'origine),  $I_m - 4$  : index ingénierie quatre mois avant le mois pris en compte pour la détermination de la valeur finale de celui-ci. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

### 8.4 Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de travaux

En cas de prolongation de la durée du chantier à l'initiative du pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai des missions R1, R1 bis et R1 ter relatives à « l'assistance et suivi lors de la phase exécution des travaux » de plus de 10% par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette phase, une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire correspondant aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen des missions R1, R1 bis et R1 ter indiqué dans l'acte d'engagement.

Toute modification du marché faite au titre de cet article sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

### 8.5 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

## 9 MODALITES DE REGLEMENT

---

### 9.1 Répartition des paiements

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX ou équivalent.

L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

### 9.2 Avance

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% (10 pour les TPE/PME) du montant initial du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

### 9.3 Acomptes et soldes

L'intervalle entre deux acomptes successifs ne devra pas excéder trois mois (3 mois), sauf en cas d'interruption provisoire ou définitive de la mission notifiée par décision du pouvoir adjudicateur au titulaire.

Le montant dû au titre des parts de missions de la TF C0, C1, C2 et C3, de la TO1 C0bis à C3 bis et de la TO2 C1 ter inclus, tel que résultant de la DPGF est exigible à l'approbation des prestations correspondantes, après production des documents dus par le titulaire. Il pourra cependant être versé des acomptes correspondant au plus à 80% de la prestation concernée. Après approbation par le maître de l'ouvrage de chaque part de prestations concernée, l'assistant technique recevra le solde correspondant.

Pour les missions restantes (R1, R2, R3, R4, R1bis à R3bis, R1ter à R3ter), le montant des acomptes sera apprécié conformément à l'avancement des prestations.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI les acomptes ne sont pas notifiés au titulaire du marché.

En complément des dispositions de l'art 11.7 CCAG PI, le pouvoir adjudicateur ne notifiera pas **le solde au titulaire du marché**, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

### 9.4 Paiement du titulaire

Les demandes de paiement correspondantes seront adressées au pouvoir adjudicateur via le système EDIFLEX.

#### 9.4.1 Répartition des paiements

Le calcul des décomptes et des acomptes est réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX ou équivalent.

L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système font l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

#### 9.4.2 Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées. La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX ou équivalent. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte sous forme de projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché (voir article 7 du présent CCAP).

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance,
- d) les pénalités et réflexions éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A. le cas échéant
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) - ci-dessus

#### 9.4.3 Décompte final

Après notification de la décision de réception ou de fin de mission, le titulaire adresse sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ.

Si après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas de demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réflexions.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

#### 9.4.4 Décompte général - Montant du solde

Le pouvoir adjudicateur établit l'état de solde faisant ressortir :

- a) la différence entre le montant du décompte final ci-dessus et le montant du décompte antérieur,
- b) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- c) les pénalités et réfections éventuelles,
- d) l'incidence de la T.V.A.
- e) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c) et d) - ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur établit ensuite le décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état de solde
- la récapitulation des acomptes périodiques et du solde.

## **9.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :**

- a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

- b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que, dans le décompte général, le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **9.6 Délais de paiement**

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours, hors demande de paiement incorrect, à compter de leur réception par ses soins.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.



# CHAPTRE IV - PROTECTION DES PARTIES

## APPORTEES PAR LE MARCHE

### 10 ASSURANCES

---

#### 10.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

#### 10.2 Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civiles en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

### 11 ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE

---

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la prestation peut être arrêtée au terme de chaque mission du marché définie au CCTP (C0, C1, C2, C3, R1, R2, R3 et R4 de la TF et des TO1 et TO2), celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

### 12 RESILIATION DU MARCHE

---

#### 12.1 Résiliation du marché

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 11 du présent CCAP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

#### 12.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur (motif d'intérêt général)

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée en cours d'exécution, est fixé à 1%.

### 12.3 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R2143-3 à R2143-4, R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

### 12.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

## 13 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES

---

### 13.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

### 13.2 Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1

et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

# CHAPITRE V - DIVERS

## 14 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

---

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire du marché est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels. Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché sauf accord exprès du Maître d'ouvrage ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instructions contraire du Maître d'ouvrage ;
- Remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## 15 EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS

---

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout évènement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès du groupement titulaire du marché de conception-réalisation et aménagement.

## 16 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

---

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

## 17 LITIGES

---

En cas de litige, le tribunal administratif de Melun est le seul compétent.

## Annexe 1 : Documents à remettre, délais de remise et pénalités

Missions du CCTP	Document à remettre	Délais	Pénalités
C0, C0bis	Rapport présentant et identifiant les points de vigilance du projet	21 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	400 €HT/jour calendaire
	Analyse critique du SCQ	21 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	400 €HT/jour calendaire
	Plan de commissionnement préliminaire	21 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	400 €HT/jour calendaire
C1, C2, C3 C1bis, C2bis, C3bis C1ter	Analyse de chaque dossier remis par le groupement à chaque phase d'études	21 jours calendaires à compter de la mise en ligne des dossiers sur plateforme commune	400 €HT/jour calendaire
	Cahier des écarts	21 jours calendaires à compter de la transmission des dossiers	200 €HT/jour calendaire
	Rapport explicitant les conséquences des modifications apportées au projet	7 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande	200 €HT/jour calendaire
	Rapport de commissionnement	21 jours calendaires à compter de la mise en ligne des dossiers sur plateforme commune	400 €HT/jour calendaire
	Mise à jour du plan de commissionnement à chaque phase	21 jours calendaires à compter de la mise en ligne des dossiers sur plateforme commune	200 €HT/jour calendaire
R1 et R2 R1bis et R2bis R2ter et R2ter	Avis sur les documents d'EXE, ou analyse de toute pièce remise par le groupement en phase exécution et travaux	14 jours calendaires maximum de délai à compter de la date de mise en ligne de la pièce sur plateforme commune	400 €HT/jour calendaire
	Constat hebdomadaire de l'état d'avancement des travaux	Transmission du constat une fois par semaine	200 €HT/jour calendaire
	Rapport de validation contradictoire des essais du groupement (article 3.1.2) du CCTP	2 jours ouvrés à compter de la date de constat contradictoire.	200 €HT/jour ouvré
	Rapports de suivi de la mise en œuvre de l'exploitation et de la maintenance	2 jours ouvrés à compter de la date de visite	200 €HT/jour ouvré
	Rapport sur le déroulement des OPR	48h maximum à compter de la date de fin des OPR	400 €HT/jour calendaire
	Décompte des intempéries	à chaque réunion hebdomadaire	200 €HT/jour calendaire
	Rapport sur la préparation à l'exploitation-maintenance	Quinze jours calendaires après demande du MOA	200 €HT/jour calendaire

Missions du CCTP	Document à remettre	Délais	Pénalités
	Rapport de commissionnement	Quinze jours calendaires après demande du MOA	400 €HT/jour calendaire
R3, R3 bis et R3 ter	Rapport mensuel de levée des réserves	30 jours calendaires à compter de la date de réception puis tous les 30 jours	200 €HT/jour calendaire
	Suivi du cahier de parfait achèvement en phase GPA	2 jours ouvrés à compter de la date de réunion spécifique de GPA.	200 €HT/jour ouvré
	Procès-verbal de parfait achèvement	2 jours ouvrés à compter de la date de constat contradictoire	200 €HT/jour ouvré
R4	Rapports de commissionnement saisonnier	Trimestriel deux ans après la mise en service (2 rapports hiver, 2 rapports été et 4 rapports mi-saison)	400 €HT/jour calendaire
	Rapport final du commissionnement	30 jours calendaires après la fin du dernier rapport de commissionnement saisonnier	400 €HT/jour calendaire
Toutes phases	Rédaction et diffusion des comptes rendus des réunions (AMOT, commissionnement, EM, Schéma contrôle qualité, réunions thématiques)	2 jours ouvrés à compter de la réunion visée	200 €HT/jour ouvré
	Vérification des comptes-rendus des réunions de chantier	2 jours ouvrés après mise en ligne par le maître d'œuvre sur plateforme commune	200 €HT/jour ouvré
	Rédaction et diffusion des comptes-rendus des visites hebdomadaires de chantier	2 jours ouvrés à compter de la visite	200 €HT/jour ouvré
	Vérification des décomptes mensuels du groupement	5 jours ouvrés à compter de la réception du projet de décompte du groupement	200 €HT/jour ouvré
	Vérification du projet de décompte final et établissement du décompte général et de l'état de solde	15 jours ouvrés à compter de la réception du décompte, ou dix (10) jours calendaires après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde si cette date est postérieure.	200 €HT/jour ouvré
	Analyse du calendrier détaillé d'exécution (au stade des études et des travaux)	10 jours ouvrés à compter de sa remise par le groupement de conception réalisation	400 €HT/jour ouvré
	Analyse des mises à jour de calendrier détaillé d'exécution	5 jours ouvrés à compter de sa remise par le groupement de conception réalisation	400 €HT/jour ouvré
	Suivi du planning général de l'opération	3 jours ouvrés avant chaque réunion mensuelle	200 €HT/jour ouvré

Missions du CCTP	Document à remettre	Délais	Pénalités
	Note d'analyse de la FTM décrivant l'intégralité des points des différents documents contractuels impactés par la modification	7 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande	400 €HT/jour calendaire
	Evaluation de l'incidence financière de la modification et du bien-fondé de l'éventuelle incidence délai	7 jours calendaires à compter de la date de réception du devis	400 €HT/jour calendaire
	Analyse et compléments des DOE, DUEM, DIUO, guides utilisateurs, etc.	10 jours ouvrés après diffusion des documents	400 €HT/jour ouvré